

France/Présidentielle

# Le centriste Macron remporte le scrutin face à l'extrême droite

AFP  
Paris/France

Son score : entre 65 et 66,1 des suffrages.

LE centriste pro-européen Emmanuel Macron, 39 ans, a remporté hier soir la présidentielle française face à sa rivale d'extrême droite Marine Le Pen, devenant le plus jeune président élu d'un pays profondément fracturé. Inconnu des Français il y a encore trois ans (lire portrait ci-dessous), il a été élu avec 65% à 66,1% des voix face à Marine Le Pen (33,9% à 34,5%), selon des estimations des principaux instituts de sondage. "Une nouvelle page de notre longue histoire s'ouvre ce

soir. Je veux que ce soit celle de l'espoir et de la confiance retrouvés", a déclaré à l'AFP M. Macron, qui n'avait jamais été élu auparavant. Sa victoire a été saluée par plusieurs dirigeants européens, inquiets de la poussée des nationalistes en Europe. Après sa victoire spectaculaire sur les partis traditionnels, Emmanuel Macron va devoir maintenant tenter de rassembler une France profondément divisée - l'une urbaine, plutôt favorisée, réformatrice, l'autre plus rurale, déshéritée, séduite par les extrêmes - et s'atteler à des chantiers majeurs: lutte contre un chômage endémique (10%), anti-terrorisme, relance de l'Europe... Sévèrement battue, la can-



Photo : AFP

Avec 65,1% des suffrages, le centriste Emmanuel Macron a remporté une victoire nette aux dépens de sa rivale d'extrême droite Marine Le Pen.

didate anti-immigration et anti-euro, 48 ans, s'est félicité d'avoir obtenu un "résultat historique et massif" pour l'extrême droite française qui devient selon elle "la première force d'opposition". A l'en croire, le scrutin, marqué par une forte abstention évaluée à plus de 25% par les sondeurs,

promet "une recomposition politique de grande ampleur autour du clivage entre les patriotes et les mondialistes". Emmanuel Macron a mené campagne avec son mouvement "En marche !" créé il y a un an sur le thème du renouvellement politique, avec une ligne pro-euro-

péenne et un programme libéral, tant en économie que sur les questions de société. Son credo : "Une France ouverte dans une Europe qui protège". Il obtient un mandat de cinq ans à la tête d'une des grandes puissances mondiales, détentrice de l'arme nucléaire, membre permanent du Conseil de sécurité de l'Onu et moteur de l'Union européenne. Son premier défi, de taille, sera d'obtenir une majorité parlementaire lors des législatives des 11 et 18 juin, indispensable pour pouvoir gouverner et mettre en œuvre son programme - vaste réforme du droit du travail, réduction des dépenses publiques, renforcement du couple franco-allemand.

## Portrait

### L'ascension fulgurante d'un homme pressé

AFP  
Paris/France

INCONNU des Français il y a encore peu, Emmanuel Macron, 39 ans, a surgi dans le paysage politique en conquérant l'Élysée au terme de la première campagne électorale de sa vie. Le centriste pro-européen est devenu le plus jeune président français en battant la candidate d'extrême droite Marine Le Pen, avec 65,5 à 66,1% des suffrages contre 33,9 à 34,5%. Toujours tiré à quatre épingles, ce fils de médecins aux yeux bleus et à la mèche bien peignée est entré discrètement sur la scène politique en 2012 en devenant conseiller économique du président socialiste François Hollande. Quand cet ancien banquier d'affaires décide en novembre de se lancer dans la course à la présidentielle après avoir démissionné de son poste de ministre de l'Économie (2014-2016), sa

candidature suscite une certaine condescendance chez les politiques de tous bords. Le flou de son programme, son inexpérience des rendez-vous électoraux, sa campagne sans parti structuré, passent alors pour des obstacles infranchissables sur la route de l'Élysée. Mais celui qui se définit comme "progressiste" sait profiter des primaires de droite puis de gauche, qui ont désigné des candidats laissant une marge de manœuvre au centre à son jeune mouvement "En marche !", créé en avril 2016. Les déboires judiciaires du candidat de la droite François Fillon et son effondrement dans les sondages lui permettent ensuite de rejoindre le peloton des favoris, puis de consolider au fil des mois une base électorale longtemps fragile. Le 23 avril, il arrive en tête du premier tour de la présidentielle, avec 24,01%, devant Marine Le Pen, longtemps donnée en tête du scrutin par les sondages.

Elève brillant des plus grandes écoles françaises, celui qui s'exprime dans un français parfois désuet dit avoir tiré de sa courte expérience du pouvoir - deux ans comme conseiller de l'Élysée puis deux ans au ministère de l'Économie - un enseignement majeur : le "dysfonctionnement" du système politique actuel. "Macron a eu l'intuition, précisément parce qu'il était extérieur à la vie politique traditionnelle, que les partis de gouvernement (...) étaient, pour reprendre un vieux mot, usés, fatigués, vieilliss", a confié François Hollande à son sujet. Désireux de capter l'aspiration au renouvellement politique des Français, le jeune ministre fonde en avril 2016 son mouvement, "En Marche !" - ou EM comme ses initiales, avec un mode d'organisation type "start up" qu'il affectionne. Les adhésions affluent jusqu'à dépasser 300 000 adhérents, les soutiens de tous bords consolident sa candidature.

"PRENDRE EN COMPTE LA COLERE" • Ses meetings attirent les foules, l'omniprésence de son épouse Brigitte, son ancienne professeure de français de vingt-quatre ans son aînée, fait couler beaucoup d'encre. Son projet est d'inspiration sociale-libérale. Son cœur de cible : les classes moyennes, qu'il juge "oubliées" par la droite et la gauche. Son discours transpartisan, libéral économiquement et sur les questions de société, plaît surtout aux jeunes urbains et aux milieux d'affaires. L'extrême droite et l'extrême gauche le dépeignent avec virulence comme le porte-voix des gagnants de la mondialisation. Face aux attaques de Marine Le Pen lors du débat télévisé houleux de l'entre-deux-tours, M. Macron a montré sang-froid et pugnacité. Rendant coup pour coup, il s'est présenté comme le défenseur de "l'esprit de conquête français" face à son "esprit de défaite".

Ses détracteurs voient en lui un "illusionniste" et dénoncent son programme flou, son positionnement jugé trop proche des milieux économiques, en lui reprochant son passé de banquier - qu'il assume pleinement et qui lui a valu le surnom de "Mozart de la Finance". S'il a largement remporté la victoire hier, l'adhésion à sa personne et à son projet ne lui est pas acquise. Au premier tour, plus de 40% de ses électeurs affirmaient l'avoir choisi par défaut. Les appels à faire barrage à l'extrême droite ont alimenté les votes en sa faveur, mais des manifestations renvoyant dos à dos son projet jugé trop libéral et le nationalisme de Marine Le Pen - aux cris de "Ni Marine, ni Macron, ni patrie, ni patron" - ont été organisées partout en France avant le second tour. "J'ai entendu pendant toute la campagne (...) la colère sur l'Europe et l'incompréhension sur la mondialisation. Je vais la prendre en compte", a-t-il promis.

## A Libreville

### Une participation dans la moyenne

R.H.A  
Libreville/Gabon

Ils étaient 3 104, sur les 6 035 citoyens inscrits, à avoir exprimé leurs suffrages lors du premier tour de cette élection présidentielle française. Au second tour, la tendance, à Libreville notamment, semblait épouser la même moyenne.

HIER, la communauté française résidant au Gabon s'est, de nouveau, rendue dans les centres de votes

aménagés pour la circonstance sur le territoire national. Objectif: choisir qui de Marine Le Pen ou d'Emmanuel Macron prendra les clés de l'Élysée. Comme au premier tour de cette élection, le dispositif était le même. 6 035 électeurs français inscrits sur les listes électorales étaient attendus aux urnes. Lors du premier tour de ce scrutin, une petite moitié seulement avait exprimé son suffrage. Cette fois-ci encore, les Français du Gabon se sont rendus à nouveau dans les bureaux de vote pour ac-



Photo : R.H.A

Les bureaux prêts à accueillir les électeurs.

complir ce devoir citoyen. Aucun changement dans l'organisation de ce scrutin dans notre pays, ainsi que l'a assuré le consul général, Jac-

queline Lorelle. "Dans les différents sites retenus, le dispositif est le même. Même nombre d'électeurs, tout comme le personnel désigné pour la supervision", a-t-elle indiqué. Les centres de votes sont donc restés les mêmes. À Libreville, le lycée Blaise Pascal, et le consulat, au centre-ville accueillent lesdits bureaux de vote. Il faut rappeler que lors du premier tour, il y a deux semaines, le vainqueur de cette élection française, Emmanuel Macron, le fondateur du mouvement "En marche", n'était arrivé qu'en

deuxième position au Gabon, avec 24,77%, soit 769 voix, derrière le candidat de la droite François Fillon, qui avait, quant à lui, recueilli 35,73% (1109 voix). Les autres candidats avaient obtenu les résultats suivants: Jean-Luc Mélenchon (17,72%, 550 voix), Marine Le Pen (13,72%, 426 voix), Benoît Hamon (3,87%, 120 voix) et Nicolas Dupont-Aignan (2%, 62 voix). Les cinq autres candidats (Asselineau, Lassalle, Poutou, Cheminade et Arthaud) se contentant de scores marginaux.

## A travers le monde

• **Allemagne/Politique.** Le parti de Merkel remporte une élection régionale test

Le parti conservateur d'Angela Merkel a nettement remporté hier une élection régionale dans le nord de l'Allemagne, confortant le statut de favorite de la chancellerie pour se succéder à elle-même après les législatives de septembre.

• **Canada/Intempéries.** Les inondations forcent des évacuations en masse

Des milliers de personnes sont évacuées ou en passe de l'être dans la moitié est du Canada devant la montée inexorable des eaux hier et l'armée a triplé ses effectifs pour venir en aide aux sinistrés.

• **Corée du Nord/Politique.** Pyongyang a arrêté un nouveau ressortissant américain

La Corée du Nord a arrêté un nouveau ressortissant américain, qu'elle a accusé d'"actes hostiles", a annoncé hier l'agence de presse officielle KCNA, dans un contexte de tensions croissantes entre Pyongyang et Washington à propos du programme nucléaire nord-coréen.

• **Israël/Violences.** Une assaillante palestinienne tuée



Une Palestinienne qui a tenté de poignarder des policiers israéliens à l'entrée de la vieille ville de Jérusalem a été abattue, selon la police israélienne. Aucun membre des forces de l'ordre israéliennes n'a été blessé, selon la police. L'identité de l'assaillante n'a pas été donnée.

• **République Tchèque/Politique.** L'aveu du ministre des Finances

Le ministre tchèque des Finances Andrej Babis, soupçonné de fraude fiscale, confronté à une affaire de fuite de ses conversations et dont le Premier ministre Bohuslav Sobotka exige le limogeage, a reconnu hier une "erreur" tout en dénonçant une "provocation".

• **Syrie/Conflit.** Négociations pour la sortie de rebelles de deux quartiers de Damas

Des négociations étaient en cours hier en vue de l'évacuation d'insurgés et de leurs familles de deux quartiers rebelles de Damas, a rapporté à l'AFP une source militaire syrienne sur le terrain.